

Brochure n° 3351

Convention collective nationale
IDCC : 2691. – ENSEIGNEMENT PRIVÉ INDÉPENDANT

AVENANT N° 41 DU 7 MARS 2018
PORTANT MODIFICATIONS DU FINANCEMENT DU PARITARISME
NOR : ASET1850799M
IDCC : 2691

Entre :

FNEP,

D'une part, et

FEP CFDT ;

SNPEFP CGT ;

SNEPL CFTC ;

SYNEP CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent avenant a pour objet :

- de mettre à jour la dénomination de l'association de gestion des fonds conventionnels du paritarisme, cette dénomination reprend le changement de nom de la convention collective de « Hors contrat » en « Indépendant » ;
- et d'augmenter le taux de contribution assurant le financement du paritarisme.

Cet avenant, de par sa nature, ne comporte aucune spécificité pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 1^{er}

Mise à jour de l'article 2.3.7 de la convention collective

L'article 2.3.7 *a intitulé* : « Contribution assurant le financement du paritarisme » est modifié comme suit :

- aux alinéas 3 et 4, le sigle APAHC et son développé – association paritaire pour l'amélioration de la négociation et de l'information dans l'enseignement privé hors contrat – deviennent :
 - APEPI ;
 - Association paritaire pour l'amélioration de la négociation et de l'information dans l'enseignement privé indépendant.
- à l'alinéa 3, le taux de contribution est modifié comme suit :
 - le 0,05 % devient 0,07 %.

Article 2

Abrogation de l'article 8.7 de la convention collective

L'article 8.7 de la convention collective est abrogé.

Article 3

Durée. – Entrée en vigueur

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, est applicable, sauf pour le taux de contribution, dès sa signature.

Le nouveau taux de la contribution au paritarisme est applicable au 1^{er} janvier 2019.

Article 4

Dépôt

Au terme du délai d'opposition de 15 jours suivant sa notification, le présent accord est déposé, conformément aux dispositions légales, auprès de la direction générale du travail et du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes.

Article 5

Extension

Les signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension auprès du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 7 mars 2018.

(Suivent les signatures.)